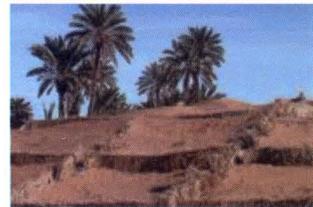




Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

14700

Développement Durable et Changement Climatique : **comment se positionne l'Afrique du Nord ?**



Octobre 2010

14700

CEA-AN/PUB/10/1

**Développement Durable
et Changement Climatique :
comment se positionne l'Afrique du Nord ?**



Octobre 2010

Cette publication, éditée par le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), a pour objectif de fournir une vue d'ensemble sur les efforts consentis par les pays de la région pour lutter contre le changement climatique et saisir les opportunités liées au développement d'une économie verte.

A travers l'analyse des principales avancées en matière d'atténuation et d'adaptation et des contraintes liées à la vulnérabilité et aux capacités limitées des pays de la région, cette publication tentera de proposer des pistes de réflexion pour encourager l'instauration d'une croissance durable plus respectueuse de l'environnement.

Cette publication a été réalisée, sous la direction de Mme Karima Bounemra Ben Soltane, Directrice du Bureau, par Mme Marieme Bekaye, Economiste chargée du développement durable, assistée par M. Mohammed Mosseddek, Assistant de recherche et Mme Faouzia Draoui, Experte en communication, qui ont contribué à la révision et la mise en forme.

Avant propos

Le débat mondial sur le changement climatique ne se limite plus à une question d'ordre environnemental mais s'inscrit désormais dans une vision plus large, qui lie étroitement les objectifs environnementaux aux objectifs de développement économique et social. La maîtrise du changement climatique est devenue l'un des enjeux primordiaux de politique internationale et nationale compte tenu de la capacité reconnue du climat à affecter, souvent négativement, la croissance économique et la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement. Le choix des mesures à prendre devra s'inscrire dans une nouvelle dynamique qui allie les exigences de profitabilité de court terme aux impératifs de durabilité de la croissance, associant étroitement les dimensions économiques, environnementales et sociales. Une réorientation des politiques publiques et des investissements sera nécessaire pour tenir compte des objectifs d'atténuation des émissions et des impératifs d'adaptation. Ceux-ci imposeront en priorité une configuration différente du secteur énergétique, plus sobre en carbone.

L'intégration de l'action climatique dans le processus de développement offre un moyen de rationaliser et d'améliorer l'efficacité et l'impact de l'utilisation des ressources financières, dans un contexte mondial de crise. Plus que jamais, la croissance et le développement durable passent par l'atténuation des effets du changement climatique et la protection du milieu naturel et de ses ressources. Ces enjeux, étroitement liés, appellent des réponses simultanées à travers des politiques intégrées, des choix de financement adaptés, un dialogue social et une coopération efficace.

Le changement climatique est une problématique mondiale multidimensionnelle qui implique des efforts communs. La coopération régionale peut jouer un rôle majeur pour promouvoir l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, identifier des solutions communes et créer des synergies, coordonner et rationaliser les efforts et enfin, exploiter pleinement les possibilités offertes par les différentes initiatives.

L'action climatique a le pouvoir de générer de nouvelles opportunités en termes d'innovations technologiques et de création d'emplois verts durables, particulièrement dans les secteurs clés tels que l'énergie, l'eau, l'agriculture, la construction, la gestion des déchets, les transports et l'industrie.

Le marché des technologies vertes et des biens environnementaux, estimé à 1400 milliards de dollars en 2008, selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ouvre des possibilités aux pays en développement pour exploiter leurs avantages comparatifs naturels, particulièrement en matière d'énergies renouvelables. Dans ce cadre, l'apport important du secteur privé dans la promotion de l'innovation et le financement est fondamental pour soutenir une croissance respectueuse de l'environnement.

Pour pouvoir s'adapter au mieux aux exigences émergentes, l'Afrique devra modifier son approche du développement, envisager de nouvelles stratégies intégrées et rationnelles, procéder aux ajustements socio-économiques nécessaires en mettant l'accent sur le développement de ses capacités techniques, l'accroissement du niveau des investissements publics et l'accompagnement de la transformation de son tissu économique pour stimuler l'investissement privé. Le changement climatique est considéré comme une question prioritaire par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Le Bureau pour l'Afrique du Nord appuie les efforts de ses Etats membres pour que les spécificités de la région soient mieux connues et prises en compte.

Alors que les pays de la région redoublent d'efforts pour adapter leurs politiques aux défis du changement climatique, renforcer leurs cadres institutionnels et réglementaires, assurer une mise à niveau environnementale de leurs entreprises, mettre en place des mécanismes innovants de financements et de partenariats, les engagements de la communauté internationale demeurent timides au regard des besoins et des opportunités.

La Convention des Nations Unies sur le changement climatique se veut un cadre véritablement fédérateur, toutefois, tandis que les pays industrialisés et émergents poursuivent leur quête d'une croissance économique soutenable, les engagements vis-à-vis des pays du sud se font encore attendre.

La Directrice du Bureau
Karima Bounemra Ben Soltane

Table des matières

Contexte mondial : Une prise de conscience généralisée	1
Positionnement de l’Afrique pour un accord post 2012 : Une approche commune	7
Impacts du changement climatique en Afrique du Nord : Une vulnérabilité accentuée	9
Nouvelles opportunités de développement : Renforcer le rôle des gouvernements et du secteur privé	14
Prise en compte du risque climat : Une dynamique active d’intégration et d’adaptation	16
Renforcement des capacités : Des besoins encore importants	24
Développement durable : Construire un modèle orienté vers une croissance verte	28
Quelques pistes de réflexion	30
Liste des sigles et abréviations	32
Références bibliographiques	33

